

Tous les éléments des services ont contribué à la progression de 5.5 p. 100. Ce sont les soins hospitaliers et médicaux qui ont le plus augmenté (9 p. 100). La consommation de la plupart des catégories de biens non-durables a augmenté en 1960; les aliments ont progressé de 3 p. 100, l'habillement s'est accru de 2 p. 100 et les boissons alcooliques et le tabac ont avancé de 3.5 et de 5.5 p. 100. L'augmentation de l'ensemble des dépenses en non-durables s'est traduite par une avance d'environ 1 p. 100 de la consommation réelle par habitant. Au chapitre des durables, l'augmentation de 3.5 p. 100 des voitures neuves et d'occasion a été presque neutralisée par la baisse de presque tous les autres durables. Les expéditions des fabricants de durables ménagers n'ont pas varié ou ont été beaucoup plus faibles. Ainsi, les machines à laver ont baissé de 10 p. 100, les cuisinières électriques de 12 p. 100, les récepteurs de radio de 10 p. 100 et les téléviseurs de 16 p. 100. Il y a eu, d'autre part, augmentation de plus de 60 p. 100 des congélateurs ménagers. La faiblesse généralisée de la demande de durables ménagers se rattache probablement en partie à la grande réduction de l'activité de la construction domiciliaire. Il y a eu augmentation de 7 p. 100 des ventes de voitures neuves aux particuliers en 1960 (10 p. 100 en 1959). Comme en 1959, la montée des voitures britanniques et européennes a été considérable par rapport à celle des nord-américaines, bien que l'écart soit moins marqué en 1960. Les ventes aux particuliers de voitures britanniques et européennes ont augmenté de près de 20 p. 100 et celles de nord-américaines, de moins de 5 p. 100.

Du fait de l'augmentation de 4 p. 100 des dépenses de consommation en 1960 et de l'augmentation de seulement 3.5 p. 100 du revenu disponible, le taux de l'épargne personnelle a fléchi. En 1959, l'épargne personnelle a atteint 7.2 p. 100 du revenu disponible (6.7 p. 100 en 1960).

La formation brute de capital fixe des entreprises en 1960 a été estimée à 6.6 milliards de dollars, soit quelque 4 p. 100 de moins qu'en 1959. La baisse a porté sur la construction domiciliaire. Les dépenses en constructions et équipement ont avoisiné le niveau de 1959: la construction a fléchi un peu, tandis que les machines et l'équipement n'ont pas changé. Les variations des investissements des entreprises (le logement excepté) ont été passablement faibles pour la plupart. Ils ont augmenté dans les trois groupes primaires que sont l'extraction minière, le forestage et l'agriculture. Ils ont progressé de 4 p. 100 dans la fabrication et de plus de 7 p. 100 dans les services institutionnels. Ils ont baissé dans la construction, le commerce, les finances, les assurances et l'immeuble ainsi que dans les services commerciaux. Cependant, la grande diminution en 1960 (près de 5 p. 100) a touché les services d'utilité publique.

Dans la fabrication, les variations ont été mixtes et se sont neutralisées dans une certaine mesure. Le fer et l'acier, les papiers et les produits chimiques ont accusé une forte augmentation en 1960; le matériel de transport et les minéraux non métalliques ont fort baissé.

La plupart des services d'utilité publique ont effectué moins d'investissements en 1960. Parmi les grands services publics, ce sont les chemins de fer qui ont enregistré la réduction la plus forte. Les investissements des services d'énergie électrique ont fort baissé en 1960 et bien en bas du niveau extrêmement élevé de plusieurs années précédentes. Les téléphones ont réalisé des investissements beaucoup plus considérables comme aussi les «autres services publics» (groupe divers comprenant les transports aériens, l'entreposage, les pipelines de pétrole et de gaz et les routes et les ponts à péage) l'augmentation tient aux investissements accrus en avions et en construction de gazoducs et oléoducs.

Les investissements domiciliaires en 1960 ont baissé à 1,476 millions, soit de 15 p. 100. Bien que les mises en chantier aient augmenté de façon marquée le second semestre pour atteindre un taux annuel d'environ 109,000 logements, elles ont été d'environ 23 p. 100 inférieures au chiffre de 1959 pour toucher leur plus bas depuis 1953. Comme il est dit plus haut, la baisse des mises en chantier tient surtout à la forte réduction des prêts des banques à charte et de gaz et de la Société centrale d'hypothèques et de logement, réduction neutralisée dans une certaine mesure par l'expansion des prêts au titre de la loi nationale